



Le 13 avril dernier, Alec Ross reçoit GQ au Département d'État. Ici, le conseiller à l'innovation d'Hillary Clinton pose dans le studio photo du bâtiment abritant la diplomatie américaine.

ALEC ROSS LE MAÎTRE DE LA DIPLOMATIE NUMÉRIQUE

→ Les révolutions arabes ont pris de court tous les diplomates occidentaux, sauf un. Depuis son bureau de Washington, Alec Ross accompagne et fédère les cyberactivistes du monde entier. Son but : promouvoir Internet et préserver le leadership de l'Amérique. Rencontre avec l'homme qui tient le compte Twitter de l'Oncle Sam. Par **Olivier de Gandt** et **Joan Tilouine** Photos **Stephen Voss** pour GQ

A Washington, au septième étage du bâtiment abritant le Département d'État, centre névralgique de la diplomatie américaine, un beau gosse de 39 ans occupe un bureau tout près de celui de Hillary Clinton. Officiellement, le dénommé Alec Ross n'est que son conseiller pour l'innovation mais aux yeux de milliers de geeks, il est en passe de devenir une légende. Pour le rencontrer, il faut pénétrer dans un bunker blême et austère. L'entrée du bâtiment est grandiose : suspendus au plafond, des drapeaux du monde entier. L'homme à la mèche sage nous reçoit dans une grande bibliothèque, où il aime venir se ressourcer. Alec Ross n'a jamais écrit de télégramme diplomatique. Lui et ses équipes optent pour une communication totalement opposée : des milliers de courts messages écrits au su et au vu de tous sur les réseaux Twitter et Facebook. « Nous voulons nous joindre à vos conversations », signé #State-Dept! En début d'année, ce message posté

en arabe sur Twitter est entré dans l'histoire en s'adressant directement aux rues de Tunis, du Caire ou de Damas, en pleine agitation. « La Tunisie et l'Égypte sont les deux plus beaux succès de la nouvelle diplomatie américaine. » Alec Ross revient d'emblée son rôle dans le mouvement qui a vu valser les dirigeants arabes. Quand cet historien de formation invite à s'asseoir, on découvre une voix douce et claire. « Si je n'avais pas vécu un an à Rome auprès de mon grand-père quand j'avais 12 ans, je serais aujourd'hui en train de vendre des voitures ou des assurances. Rome m'a ouvert sur le monde. » Alec Ross rencontre Barack Obama pour la première fois en 2004. Il manage et coordonne par la suite toute sa campagne présidentielle en ligne, multipliant les messages sur les réseaux sociaux. Ce qu'il avait fait pour le candidat, il vient de l'expérimenter à l'échelle internationale. Les grands yeux bleus de celui qu'on surnomme le « pitbull » à Washington découpent l'espace au laser quand il assène détenir ce qu'il appelle « le savoir-faire »

>>



↑ Le 29 janvier dernier, Amin, un cyberactiviste de 23 ans, filme une manifestation à Tunis dont il va diffuser les images sur la page Facebook qu'il administre. Quinze jours après la chute du président Ben Ali, la révolution se poursuit via les réseaux sociaux.

>> du XXI^e siècle ». Sa doctrine, car c'est bien ce dont il s'agit, se résume ainsi: « Que vous soyez un ami ou un ennemi des États-Unis, nous intervenons dès qu'un État s'attaque à la liberté d'Internet ». Cette dernière sert donc de prétexte à l'intervention du Département d'État, les États-Unis voulant étendre leur influence et communiquer directement avec les citoyens du monde entier. « Les médias sociaux ne servent pas seulement au commerce et à la com. Si on donne cet accès au plus grand nombre, ça peut changer le monde », affirme Alec Ross avec aplomb. Près de 340 000 personnes – des dirigeants étrangers, des diplomates et des cyberactivistes – lisent sa parole sur Twitter. Cette nouvelle forme de propagande est devenue la marque de fabrique d'Hillary Clinton. Un « smart power » qui n'est autre que la version numérique du « soft power », travail d'influence diplomatique utilisant des moyens non coercitifs.

MAIN DANS LA MAIN AVEC LA SILICON VALLEY

En avril 2009, Alec Ross quitte Barack Obama pour rejoindre Hillary Clinton avec la mission de faire évoluer les rapports entre les États-Unis et le monde arabe ainsi que la perception du pays par les musulmans. Au Département d'État, il fait la connaissance d'un

« AMI OU ENNEMI DES
ÉTATS-UNIS, NOUS
INTERVENONS DÈS
QU'UN ÉTAT S'ATTAQUE
À LA LIBERTÉ
D'INTERNET » ALEC ROSS

autre expert des réseaux sociaux, Jared Cohen. Spécialiste du Moyen-Orient et du contre-terrorisme, celui-ci a été à 24 ans (il en a désormais 29) le plus jeune employé du Département d'État. Sous George Bush, il avait pour mission de fédérer des cyberactivistes du monde entier. Ses résultats suscitent l'admiration des conseillers de Clinton et il devient petit à petit le complice d'Alec Ross. Assez vite, Cohen devient un intime de Mark Zuckerberg, patron de Facebook, d'Eric Schmidt de Google ou encore de Jack Dorsey de Twitter. On ne parle pas ici d'amitié virtuelle ou de cocktails partagés en ville. Cette proximité a des conséquences directes. En 2008, Jared Cohen crée le Mouvement de l'alliance des

jeunes (Alliance of Youth Movements, AYM) qui connecte et soutient des cyberactivistes du monde entier. Le premier sommet a lieu à New York du 3 au 5 décembre 2008 en partenariat avec Google, Facebook et YouTube. Un cyberactiviste présente ce jour-là raconte: « Le congrès portait sur les techniques nécessaires pour réussir une mobilisation civile via les médias sociaux. En résumé, on apprenait à monter des cyber-révolutions avec le soutien des États-Unis ». L'invité « spécial » est le cyberdissident égyptien Ahmed Salah. « Correspondant » et protégé de Jared Cohen, on le connaît désormais comme étant le cofondateur du principal mouvement démocratique anti-Moubarak. AYM est donc un des premiers satellites ayant permis à la diplomatie américaine de se lier aux révolutionnaires arabes. D'autres ateliers réunissant blogueurs et activistes vont essaimer un peu partout, notamment au Caire à deux reprises en mai 2009, mais aussi à Budapest en septembre 2010 avec l'aide de Google. Durant un an et demi, la secrétaire d'État Hillary Clinton donne carte blanche à Cohen et Ross. « Elle a convaincu les diplomates de nous laisser opérer », s'enorgueillit ce dernier. « C'était la dream team du Département d'État », s'amuse un fonctionnaire américain. « Nous étions des entrepre-

JOHANN ROUSSELOT / SIGNATURES



↑ En trois mois, l'Égyptien Wael Ghonim est passé des barricades de la place Tahrir à la une de *Time* qui l'a élu homme le plus influent de l'année.

neurs au sein de la diplomatie américaine », tempère l'intéressé. On note que son vocabulaire appartient à la sphère de l'initiative privée et non publique. Ensemble, les deux hommes partent convaincre différents gouvernements de garantir un Internet libre et emmènent avec eux des leaders de la Silicon Valley ou de jeunes cyberactivistes éprouvés comme Oscar Morales. Ce Colombien avait mobilisé le 4 février 2008 douze millions de manifestants dans les rues contre les Farc grâce à Facebook.

UN FINANCEMENT DISCRET

Les deux compères Ross et Cohen brisent parfois les codes diplomatiques. En juin 2010, ils se rendent en Syrie, pays classé sur la liste des États soutenant les organisations terroristes. Une frange de la diplomatie américaine s'y oppose mais, une fois encore, Hillary Clinton les couvre. À Damas, les autorités sont incapables de choisir l'attitude à adopter face à eux. Le président Bachar el-Assad refuse de les recevoir, les qualifiant, selon Ross, de « jeunes agitateurs ». Finalement, ils rencontrent le ministre des Télécommunications. Et pour détendre l'atmosphère, Jared Cohen lui propose un concours à qui mangera le plus de gâteaux. À la sortie, il lance sur Twitter: « Diplomatie créative! » Toussolements outrés des ambassadeurs. « Avec Jared Cohen, nous pensions alors que nous pouvions mieux travailler avec les jeunes Syriens qu'avec son gouvernement. » Et c'est peut-être là le but réel de leur visite. Ross et Cohen font la promotion de l'usage des médias sociaux à l'université de Damas. Le message passe et Ross glane 30 000 abonnés sur Twitter. Trois mois plus tard, des jeunes Syriens contournent la censure du régime en postant sur Facebook des vidéos de deux enseignants qui battent leurs élèves. Ross en est fier, il bafouille devant nous: « Nous avons incité les jeunes Syriens à mener des >>

STARFACE / STEPHEN VOSS



↑ Derrière Alec Ross, le diplomate aux airs d'étudiant, le bâtiment du Département d'État d'où les États-Unis gèrent leurs relations internationales.

CINQ MOIS D'HISTOIRE ET DE TWEETS

17 DÉCEMBRE 2010

Mohamed Bouazizi, un jeune Tunisien, s'immole, déclenchant la « révolution de jasmin ».

24 DÉCEMBRE 2010

@ALECJROSS
« Je lis: 'La censure sur Internet et la cyberdissidence' »

14 JANVIER 2011

Sous la pression de la rue, Ben Ali fuit la Tunisie

25 JANVIER 2011

@ALECJROSS
« Tout citoyen doit pouvoir critiquer un gouvernement sans peur de représailles. »

28 JANVIER 2011

En Égypte, les manifestations anti-Moubarak dégénèrent.

29 JANVIER 2011

@ALECJROSS
« À partir de maintenant, les mouvements de rébellion auront la technologie comme noyau dur. »

11 FÉVRIER 2011

Poussé par la rue, le président Hosni Moubarak quitte le pouvoir.

@ALECJROSS
« Wael Ghonim: Si vous voulez libérer un gouvernement, donnez-lui Internet. »

22 FÉVRIER 2011

Face aux révoltés libyens, le colonel Kadhafi assure qu'il se battra jusqu'à la mort.

@ALECJROSS

« Il n'y a plus besoin de figure charismatique pour inspirer et organiser les peuples. »

19 AVRIL 2011

Le gouvernement syrien lève l'état d'urgence.

23 AVRIL 2011

@ALECJROSS
« Obama au sujet de la Syrie: "L'excès de violence pour contrer les manifestants doit prendre fin maintenant". »



↑ Le 18 février dernier, la blogueuse égyptienne Gigi Ibrahim twitte depuis la place Tahrir, une semaine après le départ du président Hosni Moubarak. Ross twitte ce jour-là les déclarations d'Obama qui condamnent les violences en Libye et au Bahreïn.

>> actions contre leur gouvernement. Euh pardon, nous les avons incités à changer leur vie. » Huit mois plus tard, en pleine révolution arabe, le fait d'avoir restauré l'accès à Facebook et à YouTube n'a pas empêché Damas de tirer à balles réelles sur les manifestants.

« La plupart du temps, j'évite de traiter avec les officiels, explique Ross. La diplomatie traditionnelle n'est plus suffisante. La diplomatie numérique consiste surtout à travailler avec les acteurs directs voire clandestins de la société. » Il « traite » les activistes qui ne pourraient jamais obtenir un rendez-vous avec lui et leur confie indirectement des missions. Une méthode qui, à y regarder de plus près, flirte avec les techniques d'intelligence des services de renseignement.

En Tunisie, le 8 janvier dernier, quand la révolution commence à prendre de l'ampleur, la police de Ben Ali tire sur les manifestants. Le Département d'État twitte: « Nous avons transmis notre opinion au gouvernement tunisien à Tunis et à Washington ». Réponse immédiate d'un cyberactiviste tunisien: « Merci pour votre inquiétude au sujet de la Tunisie ». Et quand Facebook l'alerte sur le piratage de millions de comptes d'opposants tunisiens, Ross demande à Hillary Clinton

« LA PLUPART DU TEMPS, J'ÉVITE DE TRAITER AVEC LES OFFICIELS » ALEC ROSS

de monter au créneau: « J'ai fait convoquer l'ambassadeur tunisien à Washington. Et notre ambassadeur à Tunis a été voir les proches de Ben Ali avec qui il a eu une discussion très tendue. » Message reçu. Dans son discours télévisé du 13 janvier, Ben Ali promet la liberté « totale » sur Internet et libère le cyberactiviste Slim Amamou alias « Slim404 ». Le lendemain, Ben Ali s'envole vers l'Arabie Saoudite. Amamou devient dans la foulée secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports.

UNE REDISTRIBUTION DU POUVOIR

Au département d'État, Slim404 est connu depuis plusieurs années déjà, comme des milliers d'autres cyberactivistes du monde musulman. Les ambassades américaines les ont reçus, parfois protégés. En mai 2009, quand le gouvernement américain finance au Caire une discrète réunion de blogueurs égyptiens et tunisiens autour d'experts venus spécialement des États-Unis, Slim 404 est présent. « Alec Ross

et son équipe donnent l'impression d'être des cyberactivistes qui travaillent main dans la main avec les blogueurs arabes. En fait, grâce aux médias sociaux, le Département d'État soutient le changement démocratique souhaité par la rue arabe tout en installant une image positive des États-Unis dans le monde musulman », estime Lina Khatib du centre de relations internationales de l'université Stanford. Mais le soutien peut aller bien au-delà. Ainsi, le 28 janvier dernier, alors que le régime de Moubarak coupe l'accès à Internet et aux services de téléphonie mobile en Égypte, Alec Ross met à contribution ses « amis » de la Silicon Valley. Les meilleurs programmeurs de Twitter et de Google élaborent en urgence un système de messagerie vocale qui permettra aux cyberactivistes de continuer à organiser les révoltes et à communiquer avec le monde. Depuis, Jared Cohen a officiellement quitté Alec Ross et le Département d'État. Il est parti diriger Google Ideas, un nouveau think tank. Seulement, en janvier dernier, on le retrouve place Tahrir, au cœur de la révolte égyptienne. Il publie alors sur Twitter: « Un Égyptien me dit: "Facebook est utilisé pour fixer la date des manifestations, Twitter pour partager la logistique

PAULINE BEUGNIES



↑ Le 9 mars 2011 à Ras Lanuf, après une journée de combat, des combattants libyens se galvanisent. Trois semaines plus tard, la presse américaine révèle la présence d'agents de la CIA en Libye, ce que le gouvernement américain reconnaît alors à demi-mot.

et YouTube pour montrer au monde. Le tout pour connecter le peuple" » Soit peu ou prou, le mode d'emploi des révolutions assistées avec la hotline de la diplomatie américaine. Il reste à savoir pour qui travaille véritablement Jared Cohen en Égypte. Pour le département d'État ou pour Google? La frontière est ténue. Surtout quand on se penche sur le cas de Wael Ghonim, 30 ans, responsable marketing de l'entreprise californienne en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, emprisonné secrètement le 27 janvier au Caire. C'est lui qui avait initié avec d'autres cyberactivistes, dont Ahmed Salah, la révolution égyptienne qui allait venir à bout de Moubarak. Près de 400 000 Égyptiens ont suivi la page Facebook qu'il avait créée et alimentée.

Depuis, il a été élu personnalité la plus influente de l'année pour *Time* et a fondé son ONG. Pour défendre ce qui ressemble de plus en plus à un droit d'ingérence, Alec Ross se souvient de sa formation d'historien: « Les cyberactivistes des pays arabes sont comparables aux insurgés américains du XVIII^e siècle. Il faut les protéger. »

DES TECHNIQUES MARKETING

L'avènement de cette nouvelle diplomatie ne s'est pas seulement déroulé dans un espace virtuel et derrière des portes fermées. Un événement méconnu l'a cristallisé. Dans les allées austères du Département d'État à Washington, le 3 février dernier, plus de deux cents ambassadeurs des États-Unis sont venus du monde entier

pour échanger vues et analyses. Cette grande première a été organisée de longue date par Hillary Clinton. L'ordre du jour est ambitieux: faire entrer la diplomatie américaine dans le XXI^e siècle. Hasard du calendrier, la rencontre se déroule alors que le monde arabe s'embrase. Tous se lèvent à l'arrivée de la patronne, Hillary Clinton. Elle est accompagnée d'Alec Ross, qui monte à la tribune. Il prend la parole d'une voix assurée et néanmoins tendue, un silence quasi religieux s'installe. « Tout d'abord, je ne vous demande pas d'être geek ni cyber-utopiste. Je ne le suis pas moi-même. J'ai une formation d'historien, lance-t-il pour rassurer son auditoire. Les infrastructures du XVIII^e siècle étaient les ports. Au XIX^e siècle, ce furent les voies >>

LA FRANCE EN RETARD D'UNE RÉVOLUTION ?

À Paris, l'ancien directeur du renseignement de la DGSE, Alain Juillet, aujourd'hui associé dans le cabinet de conseil américain Orrick, ne cache pas sa fascination pour cette nouvelle diplomatie numérique: « C'est de l'influence qui vous amène à adhérer de façon très forte à une idée et qui vous encourage de manière indirecte. » Il ajoute: « Les manifestations ont été annon-

cées publiquement sur les réseaux sociaux. C'est un changement fondamental où les Américains sont à la manœuvre et les Européens dans le vent. » À l'inverse, pour l'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine, ce n'est pas de la diplomatie mais « juste un nouvel outil d'influence qui se sert de tout ce qu'il trouve ». Diplomate old school contre diplomate du

futur... Pour Valerio Motta, le monsieur Internet du Parti socialiste, « les Américains s'adressent directement aux leaders qui ne sont pas en place. Ils le font aussi en France quand ils reçoivent deux cents mecs de banlieue à l'ambassade ». Lui est le premier Français à avoir deviné la « main » d'Alec Ross derrière les événements tunisiens dans un échange avec ses camarades

sur Twitter. La diplomatie française a elle aussi tenté de s'inviter sur les réseaux sociaux, mais avec fracas. Boris Boillon, le nouvel ambassadeur de France en Tunisie se vantait même d'être le premier ambassadeur Twitter. En février, après seulement quatre tweets, il provoque des manifestations devant son ambassade. La diplomatie numérique est décidément tout un art.

JEROME SESSINI / REPORTAGE BY GETTY



↑ Deux ans avant les révolutions arabes, Cohen et Ross organisaient des ateliers pour blogueurs et cyberactivistes aux quatre coins de la planète.

LES ACTIVISTES DE LA DIPLOMATIE NUMÉRIQUE



JARED COHEN, LE SURDOUE

À 22 ans, cet enfant du Connecticut parle swahili, se débrouille en arabe, en farsi et en coréen. Étudiant à Stanford, il voyage dans les zones de guerre en Afrique. « Un jour là-bas m'apportait plus que six mois dans les salles de classe », écrit-il dans le livre *Children of Jihad* (Gotham Books, 2007, non traduit). Il intègre ensuite le Département d'État où il fait des réseaux sociaux un outil diplomatique et de la Silicon Valley, un allié. Fin 2010, il part diriger le think tank Google Ideas pour « générer des solutions sur les questions de sécurité, les enjeux socio-économiques et les challenges politiques ». Ambitieux détaillera son programme dans un livre co-écrit avec Éric Schmidt, l'ex-PDG de Google.



SLIM AMAMOU, L'EX-REBELLE

« Slim404 » est le héros numérique de la première révolution arabe. Cet informaticien cyberactiviste tunisien roulait en 4L avant de contribuer à l'explosion du système Ben Ali sans, dit-il, l'avoir imaginée. Avec sa bande de potes rencontrés sur le net, il attise la flamme de la révolution avec des proxys et pare-feux sur Facebook tout en suivant les tweets de Jared Cohen. Emprisonné puis libéré sur pression américaine, il devient secrétaire d'État à la Jeunesse. Depuis son bureau de ministre, il théorise sur la naissance de sociétés et de territoires numériques et jure de quitter le gouvernement au plus tard le 24 juillet, à l'issue des élections, pour revenir à son entreprise informatique.



OSCAR MORALES, LE MOBILISATEUR

Le 4 janvier 2008, cet ingénieur colombien de 36 ans crée une page Facebook « 4 millions de voix contre les Farc ». Un mois plus tard, partout dans le monde, 12 millions de personnes défilent dans les rues pour sa cause. Jared Cohen lui fait rencontrer Mark Zuckerberg. Impressionné, le patron de Facebook en fait l'icône de sa campagne « Facebook for good ». « Je suis devenu un gourou de l'activisme sur le net, raconte Oscar. Avec les cyberactivistes du monde entier, les jeunes du Département d'État et les patrons de la Silicon Valley, nous formons une grande famille ». Désormais élargie à George W. Bush, puisque Morales travaille dans son think tank pour la défense des droits de l'homme.

MICHELE ASSELIN GETTY / ANDREW CUTRARO REA / JOHANN ROUSSELOT SIGNATURES / DR



CHARLES RIVKIN, L'AMBASSADEUR

Plus de 15 000 fans pour la page Facebook de l'ambassade américaine à Paris. L'ambassadeur applique les méthodes d'Alec Ross dans l'Hexagone avec une équipe dédiée aux réseaux sociaux. Cet ancien producteur hollywoodien de 49 ans revendique le fait d'avoir été un des *fundraisers* les plus actifs de la campagne d'Obama. Ce protégé d'Alec Ross l'invite à Paris pour y rencontrer la fine fleur du web parmi lesquels Valerio Motta, le responsable Internet du PS, celui de l'UMP ou encore l'équipe du Bondy Blog. Le producteur mué en ambassadeur numérique présent sur Twitter a déposé une communication qui ne dépassait pas les frontières des Champs-Élysées.

STARFACE / REA / AEP



NICOLAS PRINCEN, LE SARKO BOY

Arrivé à l'Élysée en 2008 à l'âge de 24 ans, il est le benjamin de l'équipe Sarkozy. Ce diplômé de l'Ecole Normale Sup et d'HEC est en charge de la cellule Internet qui a renouvelé le site de la présidence Élysée.fr. Il tente de revaloriser l'image numérique de Sarkozy : rencontre avec les fondateurs et PDG de Google, déjeuner avec des acteurs du web français... Son air sage cache une pensée stratégique sur les rapports entre médias sociaux et souveraineté nationale. Lucide sur le retard français, il veut croire qu'Internet peut faire gagner un point de croissance à l'économie du pays. Responsable du futur G8 d'Internet, il compte poser la première pierre d'une stratégie française.



VINCENT DUCREY, LE WANNABE

« Je travaille avec Alec Ross. » D'emblée, au téléphone, Vincent Ducrey veut en imposer. Son site Hubforum.org le présente avec toutes les stars de la communication « tradi » ou 2.0. À 33 ans, il donne également des cours à HEC sur les questions de stratégie numérique. Il est l'auteur du *Guide de l'influence* (éditions Eyrolles) paru l'an dernier. Ducrey est surtout et plus prosaïquement conseiller Internet de Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale. Il déborde de projets « à monter avec Alec Ross » qui le suit sur Twitter, mais quand on le rencontre, l'homme apparaît surtout comme un militant de lui-même et un fan de Nicolas Sarkozy.

>> ferrées, puis les autoroutes au XX^e siècle. Au XXI^e siècle, c'est le réseau à haut débit : l'Internet ». En vingt minutes, il décrit sa méthode puis le cas d'école de la révolution tunisienne. Pour les derniers sceptiques, Ross met les choses au point : « Ça n'a pas été une révolution Twitter ou Facebook. Les médias sociaux ont été un accélérateur qui a permis de réaliser en un mois une révolution qui aurait historiquement pris dix-huit mois ». Puis il interpelle son auditoire : « Y a-t-il quelqu'un capable de me dire le nom d'un leader de la révolution tunisienne ? » Silence gêné. Ross reprend d'une voix amusée : « Il n'y a pas eu un leader mais une multitude ». Une multitude que Ross et ses équipes ont suivie à la trace depuis le début. Et de marteler son slogan : « Les médias sociaux redistribuent le pouvoir au peuple ». Après son discours, euphorique, il publie sur Twitter : « Internet est le Che Guevara du XXI^e siècle ». Soit autant un révolutionnaire qu'un logo devenu idéal pour vendre des T-shirts. Encore une fois, on retrouve chez lui les techniques du marketing mêlées aux enjeux de la sphère publique.

« UN JEU DE CHAT ET DE LA SOURIS »

En 2008, si la Silicon Valley a voté en masse pour Barack Obama, ses entreprises technologiques attendaient un retour d'ascenseur. Nous l'avons sous les yeux. Alec Ross défend une nouvelle sainte alliance : « La collaboration étroite entre la Silicon Valley et le Département d'État est un élément nouveau de notre diplomatie. Ces entreprises sont indépendantes, mais leurs outils permettent de changer le rapport de force entre les gouvernements et les citoyens ».

Puis il ajoute sans complexe : « Deux de mes protégés travaillent aujourd'hui pour la Silicon Valley. Et nous continuons à collaborer ensemble. » Allusion à son ami Jared Cohen et à Katie Stanton qui a quitté l'équipe de Ross pour s'installer à San Francisco où elle est en charge des relations internationales de Twitter... Tous deux ont refusé de répondre à nos questions, il faudra se contenter de la mise au point lapidaire de « Biz » Stone, l'un des boss de Twitter, adressée à la presse : « Nous sommes politiquement neutres. Nous nous situons très loin de tout ça ». Ces derniers mois, avec Cohen et Stanton et une vingtaine de jeunes fonctionnaires, Alec Ross

« INTERNET EST LA PLUS GRANDE DES MACHINES À ESPIONNER. »

JULIAN ASSANGE, WIKILEAKS

est passé à la vitesse supérieure avec une obsession : « ne pas laisser Internet à Al Qaeda ». Pour lui, Internet cristallise « les tensions millénaires entre société ouverte et société fermée. Nous sommes dans un clash mondial où chaque État va devoir faire un choix. » On garde surtout en mémoire le fait que le plus gros coup subi par la diplomatie américaine depuis le 11 septembre 2001 provient d'Internet, avec les milliers de télégrammes diplomatiques révélés l'an dernier par Wikileaks, la plateforme de Julian

Assange. L'avènement du « smart power » est d'abord une tentative de reprise en main des États-Unis sur l'échiquier mondial des nouvelles technologies. Depuis deux ans, l'administration consacre 50 millions de dollars à la protection et la formation des cyber-militants. Une technologie baptisée « Signal d'alarme », leur permettant d'effacer la liste de contacts de leur portable, est en cours de développement. Le 8 avril, Michael Posner, sous-secrétaire d'État américain chargé des Droits de l'homme, parlait d'un « jeu du chat et de la souris » avec certains gouvernements.

L'EXPORTATION DE STANDARDS AMÉRICAINS

Si Ross aspire à une société ouverte, il y voit également des limites qui sont précisément celles franchies par le site de révélations anonymes. Il considère néanmoins l'accès au web comme un « droit universel ». Hillary Clinton a théorisé cette doctrine le 15 février dans un discours sur la « liberté de l'Internet » à l'université George Washington. Une liberté qui reposerait avant tout sur le droit que s'arroge l'Amérique de pénétrer chaque jour un peu plus les populations mondiales, au profit d'une démocratie technologique largement basée sur ses propres standards et avec la bénédiction de la Silicon Valley. Un mois plus tard, le 15 mars, Julian Assange, soit l'autre versant de cette force numérique qui semble conquérir le monde, a livré devant les étudiants de Cambridge une autre analyse : « Internet est la plus grande des machines à espionner que le monde ait connu. » Nous avons désormais l'avantage avec Alec Ross d'en connaître un de ses plus illustres représentants. ●